



## **DOLLARAMA INC. RAPPORT DE GESTION Premier trimestre clos le 3 mai 2020**

**Le 10 juin 2020**

*Le présent rapport de gestion, daté du 10 juin 2020, vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le premier trimestre clos le 3 mai 2020. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le premier trimestre clos le 3 mai 2020 et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice 2020 (tel qu'il est défini ci-après).*

*Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 3 mai 2020 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), tels qu'ils sont établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).*

*La Société est gérée sur la base d'un seul secteur à présenter. La monnaie de fonctionnement et de présentation de la Société est le dollar canadien.*

### **Périodes comptables**

Dans le présent rapport, « exercice 2019 » désigne l'exercice de la Société clos le 3 février 2019, « exercice 2020 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2020 et « exercice 2021 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 31 janvier 2021.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus rapprochée du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines.

### **Énoncés prospectifs**

Certains énoncés prospectifs que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou d'autres événements ou faits nouveaux à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur :

- l'incidence défavorable éventuelle de la pandémie de COVID-19 sur les résultats financiers et d'exploitation de Dollarama et de Dollarcity;
- les cibles d'emprunt dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis (défini ci-après);
- les attentes relatives aux besoins en capacité de distribution et d'entreposage et aux dépenses d'investissement générales;
- les attentes relatives à la marge brute;
- la situation de trésorerie de la Société;

- l'effet d'accroissement de valeur potentiel lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités;
- l'incidence des hausses du salaire minimum sur les frais d'administration et charges d'exploitation des magasins;
- l'estimation du prix d'acquisition à payer par la Société pour la participation de 50,1 % dans Dollarcity;
- les attentes relatives aux apports de capital supplémentaires des actionnaires de Dollarcity.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à la disposition de la direction ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et en Amérique latine et que la direction a formulées à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture, et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs qui sont considérés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société et dans sa notice annuelle de l'exercice 2020, qui peuvent être consultés sur le site de SEDAR au [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur le site Web de la Société au [www.dollarama.com](http://www.dollarama.com) : augmentations futures des charges d'exploitation (y compris des hausses du salaire minimum prescrit par la loi), augmentations futures du coût des marchandises (y compris en raison de différends sur les tarifs), incapacité de maintenir une gamme de produits et de se réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées (y compris en raison de l'éclosion de la COVID-19 à l'échelle mondiale), incapacité de maintenir son image de marque et sa réputation, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de renouveler les baux de ses magasins, de ses entrepôts et du siège social à des conditions favorables, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution en temps opportun, caractère saisonnier, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuations du taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, risque de taux d'intérêt relatif à la dette à taux d'intérêt variable, concurrence dans le secteur de la vente au détail, technologies de rupture, conjoncture générale de l'économie, départ de hauts dirigeants, incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, interruptions des systèmes de technologies de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, pandémies ou épidémies, catastrophes naturelles, changements climatiques, perturbations géopolitiques et instabilité politique dans les pays étrangers, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, litiges, conformité sur les plans réglementaire et environnemental et actionnaires militants.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la Société; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire les attentes de la direction en date du 10 juin 2020, et la direction n'a pas l'intention et décline toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu de la loi.

Les perspectives financières de Dollarcity qui ont été utilisées précisément pour calculer le prix d'acquisition estimatif pour l'opération visant Dollarcity constituent un énoncé prospectif. Elles sont fondées sur des projections financières et sont donc assujetties à des risques et à des incertitudes semblables à ceux indiqués précédemment.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

**Mesures conformes aux PCGR et mesures hors PCGR**

Le présent rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le premier trimestre clos le 3 mai 2020 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR utilisées par la Société sont les suivantes :

<b>BAIIA</b>	Représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements et comprend la quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.
<b>Marge du BAIIA</b>	Représente le BAIIA divisé par les ventes.
<b>Total de la dette</b>	Représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer et les frais d'émission des titres de créance non amortis au titre de la partie courante), des emprunts à court terme dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis et des autres dettes bancaires (le cas échéant).
<b>Dette nette</b>	Représente le total de la dette, moins la trésorerie.
<b>Résultats non distribués ajustés</b>	Représente le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 3 mai 2020 sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires.

Les mesures hors PCGR susmentionnées n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter aux comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés émettrices. Les mesures hors PCGR fournissent aux investisseurs une mesure supplémentaire de la performance opérationnelle et de la situation financière de la Société et mettent ainsi en évidence les tendances dans ses activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. À l'exception des résultats non distribués ajustés, ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR. La direction a recours aux mesures hors PCGR pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels, pour évaluer la capacité de la Société à prendre en charge le service futur de la dette, nos dépenses d'investissement et nos besoins en fonds de roulement, et pour évaluer la performance de la haute direction. La direction a recours au total de la dette et à la dette nette pour calculer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins en trésorerie futurs et les ratios d'endettement de la Société. Les résultats non distribués ajustés sont une mesure hors PCGR qui illustre les résultats non distribués sans l'incidence de l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 jusqu'au 3 mai 2020 par rapport ii) à la valeur comptable de ces actions ordinaires. La Société pense que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées s'appuient fréquemment sur des mesures hors PCGR pour évaluer les émetteurs. Se reporter à la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour consulter un rapprochement des mesures hors PCGR utilisées et présentées par la Société avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.

**Faits nouveaux**

***Dividende en trésorerie trimestriel***

Le 10 juin 2020, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,044 \$ par action ordinaire. Le dividende en trésorerie trimestriel de la Société sera versé le 7 août 2020 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juillet 2020. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

### ***Investissement supplémentaire dans Dollarcity***

Le 8 mai 2020, la Société, par l'intermédiaire de Dollarama International inc. (« Dollarama International »), et les actionnaires fondateurs de Dollarcity ont effectué des apports de capital à Dollarcity pour régler leur quote-part des coûts associés à une série de transactions visant à intégrer des actifs immobiliers au sein du groupe Dollarcity qui ont permis d'éliminer des opérations conclues avec des parties liées et d'internaliser certaines activités de logistique. L'apport de capital de la Société s'est élevé à 20,04 M\$ US (28,0 M\$) et il a été ajouté à la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société dans Dollarcity. Les transactions comprennent l'acquisition d'un entrepôt nouvellement construit au Guatemala et l'acquisition d'une parcelle de terrain en vue de la construction d'un entrepôt en Colombie. Le prix d'acquisition des actifs a été établi en fonction des évaluations réalisées par un cabinet indépendant reconnu. Le solde de l'apport en capital servira à financer une partie de la construction de l'entrepôt en Colombie. Aucun autre apport en capital ne devrait être exigé des actionnaires dans un avenir prévisible.

### ***Révision du prix d'acquisition estimatif de la participation de 50,1 % dans Dollarcity***

Le 14 août 2019, la Société a acquis, par l'intermédiaire de Dollarama International, une participation de 50,1 % dans le détaillant à bas prix latino-américain Dollarcity et elle a effectué un paiement en trésorerie de 40 M\$ US (52,8 M\$). Le prix d'acquisition estimatif total correspond à 50,1 % du BAIIA multiplié par cinq de Dollarcity qui a été estimé pour la période de 12 mois se terminant le 30 juin 2020, moins la dette nette et sous réserve des autres ajustements. L'estimation du prix d'acquisition est fondée sur des projections financières, alors que le prix d'acquisition final sera fondé sur les états financiers audités.

À la lumière des plus récentes projections financières, le prix d'acquisition estimatif a été ajusté à 80,4 M\$ US (109,8 M\$), tandis que l'estimation précédente était de 92,7 M\$ US au 2 février 2020. L'ajustement est pris en compte dans le coût de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence à l'état de la situation financière. Ainsi, le solde estimatif du prix d'acquisition s'élève à 40,4 M\$ US (57,0 M\$). Il est comptabilisé dans les dettes d'exploitation et charges à payer et devra être versé, sous réserve des derniers ajustements, au troisième trimestre de l'exercice de la Société qui sera clos le 31 janvier 2021. La diminution du prix d'acquisition estimatif est imputable à l'incidence défavorable de la pandémie de COVID-19 sur les ventes et les résultats d'exploitation de Dollarcity découlant des mesures strictes imposées par les gouvernements du Salvador, du Guatemala et de la Colombie, dont des couvre-feux et d'autres mesures influant sur les heures d'ouverture des magasins ainsi que sur l'achalandage dans les magasins.

### ***Procédures opérationnelles liées à la pandémie de COVID-19 et incidence sur les coûts***

Les résultats du premier trimestre clos le 3 mai 2020 rendent compte des effets de la pandémie de COVID-19. Dollarama a été incluse dans les listes provinciales des commerces essentiels partout au Canada, ce qui lui a permis de poursuivre la plupart de ses activités, bien que dans des conditions difficiles. En réaction à la pandémie, la Société a mis en œuvre un vaste éventail de mesures pour assurer le maintien de ses activités, mesures principalement destinées à soutenir les employés et à favoriser la santé et la sécurité des employés et des clients.

Les coûts directs associés aux mesures instaurées par Dollarama pour contrer la pandémie de COVID-19 en deuxième moitié du trimestre sont estimés à environ 15,0 M\$, soit environ 14,0 M\$ au titre des frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation (les « frais généraux ») des magasins et environ 1,0 M\$ au titre du coût des marchandises vendues. Ces montants ne rendent pas compte des coûts indirects de la pandémie de COVID-19, comme les ventes perdues et les modifications de la composition des ventes.

Les mesures mises en œuvre comprennent les suivantes, sans s'y limiter :

- une hausse de salaire temporaire de 10 % pour tous les employés des magasins, du centre de distribution et des entrepôts et des primes équivalentes pour les travailleurs d'agence qui travaillent au centre de distribution et dans les entrepôts;
- des mesures de santé et sécurité en magasin visant à prévenir la propagation de la COVID-19 et à réduire au minimum les risques pour les employés et les clients, par exemple : la mise en œuvre des pratiques d'hygiène, d'étiquette respiratoire et d'auto-isolément recommandées; la distribution d'équipement de protection individuelle comme des gants, des masques et des visières à tous les employés; l'installation d'écrans de protection en plexiglas à toutes les caisses; l'installation de marqueurs de distance dans les files d'attente et de flèches directionnelles dans les allées; la limitation du nombre de clients et de membres d'un

même foyer dans un magasin au même moment; l'affichage et la diffusion en magasin des mesures de sécurité et de distanciation physique applicables aux clients et aux employés; et l'établissement d'un ensemble exhaustif et rigoureux de protocoles de nettoyage et de désinfection des magasins à effectuer tout au long de la journée, entre autres mesures;

- des protocoles stricts visant à réduire au minimum les risques pour les employés et les clients en cas d'infection prouvée ou probable à la COVID-19, y compris des protocoles de nettoyage, des directives d'auto-isolement et du soutien financier aux employés touchés directement ou indirectement. Jusqu'au 8 juin 2020, nous avons enregistré un total de 20 cas de COVID-19 parmi les employés des magasins;
- l'ajout d'environ 450 000 heures-employés dans les magasins, y compris l'équivalent d'un quart de travail supplémentaire dans chaque magasin pour un responsable du contrôle de l'achalandage et de la mise en œuvre des mesures de nettoyage supplémentaires et de distanciation physique décrites précédemment;
- la réduction des heures d'ouverture pour permettre le remplissage des tablettes en l'absence de clients dans les magasins;
- des mesures de santé et sécurité équivalentes instaurées au centre de distribution et dans les entrepôts afin de prévenir la propagation de la COVID-19, par exemple : le contrôle de la température et de l'état de santé au début de chaque quart de travail; la distribution d'équipement de protection individuelle comme des visières, des masques et des gants à tous les travailleurs; l'installation de stations de désinfection à divers emplacements; la réduction de la capacité et de la taille des quarts de travail pour permettre la distanciation physique; la désinfection du matériel utilisé par les travailleurs avant le début de chaque quart de travail; et l'échelonnement des pauses-repas ainsi que des heures d'arrivée et de départ, entre autres mesures.

## **Aperçu**

### ***Nos activités***

Au 3 mai 2020, la Société comptait 1 301 magasins au Canada, dont un nombre net de 10 nouveaux magasins ouverts au cours du premier trimestre de l'exercice 2021. De ce nombre, 104 magasins étaient temporairement fermés à la clôture du trimestre en raison de la pandémie de COVID-19. La vaste majorité des magasins fermés se trouvent dans des centres commerciaux, surtout dans la province de Québec. Les magasins ont une superficie moyenne de 10 276 pieds carrés, et ils proposent un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, notamment des articles de marque maison et de marques nationales, tous à prix attractifs. La marchandise est vendue soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 4,00 \$. Tous les magasins sont exploités par la Société, ce qui permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Bon nombre des magasins sont situés dans des endroits achalandés comme des galeries marchandes et des centres commerciaux, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes.

La Société exploite un magasin en ligne en vue d'offrir plus de commodité à ses clients canadiens – tant les particuliers que les entreprises – qui souhaitent acheter des produits en grande quantité, ce qui n'est pas toujours possible en magasin. Près de 1 000 produits, choisis parmi la vaste gamme de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, sont offerts en vente sur la plateforme en ligne, à la caisse seulement.

La stratégie de la Société consiste à faire progresser les ventes, le résultat d'exploitation, le résultat net et le résultat par action ainsi que les flux de trésorerie en augmentant son réseau de magasins au Canada et en offrant un grand éventail d'articles à prix attractifs à une large clientèle. La Société vise à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de ses activités.

Par ailleurs, la Société exerce des activités en Amérique latine par l'intermédiaire de sa participation de 50,1 % dans Dollarcity, un détaillant à bas prix latino-américain dont le siège social est situé au Panama. Dollarcity propose un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers à des prix fixes d'au plus 3,00 \$ US (ou l'équivalent en monnaie locale). À la fin de son plus récent trimestre clos le 31 mars 2020, Dollarcity comptait 232 magasins dont 121 en Colombie, 48 au Salvador et 63 au Guatemala. Cela se compare à un total de 228 magasins au 31 décembre 2019. En date du 3 mai 2020, 227 magasins Dollarcity étaient ouverts et cinq étaient temporairement fermés, comparativement à 40 fermetures temporaires à la mi-mars 2020. Alors que tous les autres magasins Dollarcity étaient ouverts, les mesures strictes imposées par les gouvernements pour contrer la COVID-19 étaient toujours en place au Salvador, au Guatemala et en Colombie, dont des couvre-feux et d'autres mesures influant sur les heures d'ouverture et l'achalandage dans les magasins. Au 8 juin 2020, 3 magasins Dollarcity au Salvador demeuraient temporairement fermés.

**Faits saillants du premier trimestre de l'exercice 2021**

Ventes des magasins comparables :

- Compte non tenu des magasins temporairement fermés, les ventes des magasins comparables<sup>1)</sup> ont progressé de 0,7 % pour le premier trimestre de l'exercice 2021.
- Compte tenu des magasins temporairement fermés, les ventes des magasins comparables<sup>1)</sup> ont diminué de 2,4 % pour le premier trimestre de l'exercice 2021.

Comparativement au premier trimestre de l'exercice 2020 :

- les ventes ont augmenté de 2,0 % pour s'établir à 844,8 M\$;
- la marge brute<sup>1)</sup> s'est établie à 41,3 % des ventes, comparativement à 42,1 % des ventes;
- le BAIIA<sup>1)</sup> s'est replié de 5,8 % pour s'établir à 213,7 M\$, soit 25,3 % des ventes, comparativement à 27,4 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a diminué de 11,2 % et s'est chiffré à 149,7 M\$, soit 17,7 % des ventes, comparativement à 20,4 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a diminué de 15,2 % pour s'établir à 0,28 \$, alors qu'il était de 0,33 \$.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, la Société a ouvert un nombre net de 10 nouveaux magasins, comparativement à un nombre net de 11 nouveaux magasins au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

**Éléments ayant une incidence sur les résultats d'exploitation**

**Ventes**

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la vente de produits ou de la prestation de services à mesure que les obligations de prestation sont remplies.

Toutes les ventes sont fermes. Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction des taxes de vente, des rabais et des remises. Les cartes-cadeaux vendues sont comptabilisées à titre de passif et le produit des activités ordinaires s'y rattachant est comptabilisé lorsque les cartes-cadeaux sont échangées.

Nos ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins ainsi que des ventes à des tiers.

Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins Dollarama, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, la Société met l'accent sur une offre de marchandises de qualité et diversifiées à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès.

Dollarama International, filiale entièrement détenue par la Société, peut conclure des ententes avec des clients en vue de la vente de produits à des consommateurs situés à l'extérieur du Canada. Lorsque la Société agit pour son propre compte, elle comptabilise les produits des activités ordinaires selon les montants facturés aux clients. Lorsqu'elle agit à un autre titre, la Société comptabilise le montant net qu'elle conserve en tant que produit des activités ordinaires.

Les ventes de Dollarama International aux clients se composent des ventes de marchandises à Dollarcity. À la suite de l'acquisition par Dollarama International d'une participation de 50,1 % dans Dollarcity le 14 août 2019, la Société continue, par l'intermédiaire de Dollarama International, de partager son expertise commerciale, de fournir divers services et d'intervenir à titre de principal fournisseur de produits pour Dollarcity, soit pour son propre compte, soit comme intermédiaire, aux termes de la convention de licence et de services conclue entre les parties en février 2013.

<sup>1)</sup> Le lecteur est prié de se reporter aux notes de la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Par le passé, la Société a enregistré les ventes les plus importantes au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, le chiffre d'affaires augmente aussi en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais les ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières dans le cours normal des activités. La Société surveille actuellement l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur son chiffre d'affaires, comme il est expliqué plus loin. Se reporter à la rubrique du rapport de gestion annuel daté du 1<sup>er</sup> avril 2020 intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse des risques associés au caractère saisonnier des ventes et à la poursuite des activités.

### ***Coût des produits vendus***

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks achetés, la portion variable et non indexée des frais d'occupation des magasins qui sont exclus des obligations locatives aux termes de la norme IFRS 16, et les frais de transport (qui sont en grande partie variables et proportionnels aux volumes de nos ventes) ainsi que les frais d'occupation des entrepôts et du centre de distribution. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats lorsqu'il est probable que ces ristournes seront reçues et que le montant peut raisonnablement être estimé. Les ristournes sont portées en déduction du coût d'acquisition des stocks ou, si les stocks visés ont été vendus, en réduction du coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer rapidement avec la hausse des coûts. Nous arrivons habituellement à réduire le coût des produits vendus en nous approvisionnant essentiellement auprès de fournisseurs étrangers à bas prix. Pour l'exercice 2020, les achats effectués directement auprès de fournisseurs étrangers représentaient 53 % de nos achats. Bien que nous continuions de nous approvisionner majoritairement en Chine, nous achetons à l'heure actuelle des produits provenant de plus de 25 pays différents.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que le dollar canadien, le coût des produits vendus fluctue en fonction du cours de certaines devises par rapport au dollar canadien. Plus particulièrement, la grande majorité de nos marchandises importées proviennent de Chine et sont payées en dollars américains. Par conséquent, le coût des produits vendus est touché indirectement par les fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et, directement, par celles du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Bien que nous concluons des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien (généralement de 9 à 12 mois d'avance), nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport, y compris les suppléments pour frais de transport, constituent également une composante importante du coût des produits vendus. Lorsque le prix du carburant fluctue, les frais de livraison et de transport augmentent ou diminuent, selon le cas, parce que les transporteurs nous transfèrent généralement ces variations de prix. Étant donné la grande volatilité du prix du carburant, il est difficile de prévoir les suppléments pour carburant que nous pourrions nous voir imposer par nos transporteurs.

Les frais d'occupation compris dans le coût des produits vendus de la Société se composent principalement de la portion variable et non indexée des charges qui sont exclues des obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les paiements de loyers fixes et indexés sont incorporés à titre d'obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les frais d'occupation ont généralement augmenté au fil des ans. La direction estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles et ne prévoit pas de hausses significatives des taux à court et à moyen terme. Il est actuellement trop tôt pour déterminer l'incidence qu'aura la pandémie de COVID-19 sur les tarifs de location des biens immobiliers commerciaux. Habituellement, les baux des magasins sont signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes additionnelles de cinq ans.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute durable à un niveau qui, à notre avis, nous permet d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation du rendement pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients. La marge brute varie d'un trimestre à l'autre par suite des variations des marges sur les produits, puisque nous renouvelons environ 25 % à 30 % de notre offre annuellement, ou par suite des variations des frais de logistique et de transport, entre autres facteurs.

Depuis le début de l'exercice 2021, compte tenu de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et de la situation qui prévalait dans le secteur de la vente au détail au Canada, la direction a reconduit sa décision de limiter les augmentations de prix afin d'offrir aux Canadiens des produits d'usage courant à prix abordables. La direction entend continuer d'investir dans sa proposition de valeur aux consommateurs pour stimuler la croissance des ventes, tant sur le plan du nombre d'unités vendues par transaction que du nombre de transactions.

### ***Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins***

Les frais généraux sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels aux volumes de nos ventes, ainsi que des coûts d'entretien général des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen des employés de nos magasins soit plus élevé que le salaire minimum prévu par la loi, une augmentation importante de ce dernier aurait une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par des améliorations de la productivité et par d'autres réductions de coûts des magasins.

Certaines provinces canadiennes ont récemment annoncé des hausses notables du salaire minimum prévu par la loi, hausses qui devraient entrer en vigueur à compter du début de l'exercice 2021. Les ajustements du salaire minimum qui s'écartent de la formule fondée sur la variation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation (« IPC ») créent de l'imprévisibilité, ce qui pose des défis supplémentaires pour les détaillants.

Par ailleurs, au premier trimestre de l'exercice 2021, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, Dollarama a instauré une hausse de salaire de 10 % pour la période allant du 23 mars 2020 au 1<sup>er</sup> juillet 2020, et ce, pour tous les employés des magasins ainsi que pour les employés à salaire horaire du centre de distribution et des entrepôts, en plus d'ajouter environ 450 000 heures-employés dans les magasins, y compris l'équivalent d'un quart de travail supplémentaire dans chaque magasin pour un responsable du contrôle de l'achalandage et de la mise en œuvre des procédures opérationnelles liées à la pandémie de COVID-19. Ces mesures sont temporaires, mais elles exercent une pression à la hausse sur les frais généraux, et la durée exacte de certaines de ces mesures adoptées en réaction aux exigences imposées par les gouvernements reste inconnue pour le moment.

### ***Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société***

La Société exerce ses activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. En plus de la concurrence livrée par les autres magasins à un dollar, la Société fait face à une concurrence encore plus vive de la part des magasins à prix modiques et à escompte, des dépanneurs et des grandes surfaces qui exercent leurs activités au Canada, dont bon nombre sont situés dans des secteurs où elle est aussi présente, offrent des produits essentiellement similaires à ceux qu'offre Dollarama et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. De plus, en raison de la vaste gamme de marchandises générales, de produits de consommation courante et d'articles saisonniers qu'elle offre, la Société subit la concurrence de divers détaillants spécialisés, notamment des détaillants offrant des articles de bureau, des articles de quincaillerie, des articles pour la maison, des produits d'hygiène et de beauté et du matériel d'art et d'artisanat, lesquels font partie des produits qu'offre également la Société. En outre, la Société livre concurrence à certaines autres entreprises pour l'obtention des meilleurs emplacements où installer ses magasins au Canada et pour attirer et conserver du personnel qualifié.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la propagation rapide de la maladie à coronavirus COVID-19 était devenue une pandémie. Par la suite, les autorités de tous les territoires où Dollarama exerce des activités ont imposé des mesures de plus en plus strictes en vue de ralentir la transmission du virus, notamment des restrictions de voyage, des mesures d'auto-isolement, la fermeture obligatoire des commerces et des services non essentiels, et des pratiques de distanciation physique. Des mesures semblables ont été prises dans les pays où Dollarama exerce ses activités.



La Société a été reconnue comme un commerce essentiel au Canada et en Amérique latine et elle s'est engagée à maintenir ses magasins bien approvisionnés en produits d'usage courant à prix abordables ainsi qu'à offrir la même proposition de valeur attrayante à ses clients.

Dès le début de la pandémie de COVID-19, la Société a mis en place des stratégies d'atténuation, des plans d'urgence et plusieurs mesures préventives pour protéger la santé et la sécurité de ses employés et de ses clients. De plus, la Société surveille en continu les impacts de la pandémie sur ses chaînes d'approvisionnement locales et internationales et sur ses activités au Canada et en Amérique latine. Les mesures adoptées par la Société en réaction à la pandémie de COVID-19, les mesures mises en œuvre par les différents ordres de gouvernements et leurs répercussions sur les activités commerciales, les charges d'exploitation, l'achalandage dans les magasins ainsi que sur la productivité et la disponibilité de la main-d'œuvre pourraient avoir des conséquences défavorables significatives sur les résultats financiers de la Société. Les pénuries de stocks, les fermetures temporaires d'établissements et le resserrement de la réglementation gouvernementale pourraient aussi nuire aux activités commerciales et aux résultats financiers.

En date du 9 juin 2020, une reprise progressive de l'activité économique pouvait être observée dans la plupart des marchés où la Société exerce ses activités, et les magasins Dollarama et Dollarcity qui avaient été temporairement fermés au plus fort de la pandémie avaient rouvert leurs portes ou se préparaient à le faire. L'achalandage dans les magasins continue toutefois de souffrir des mesures de distanciation physique qui sont en vigueur.

Jusqu'à présent, la dégradation de la conjoncture économique s'est traduite par une hausse soudaine du taux de chômage, et elle pourrait conduire à une détérioration du bilan des consommateurs, tous ces facteurs étant susceptibles de se répercuter sur les habitudes de consommation et d'avoir un effet néfaste sur la performance financière de la Société.

Il n'est toujours pas possible d'estimer de manière fiable la durée, la gravité et l'étendue des conséquences sanitaires et économiques qu'aura la pandémie de COVID-19 sur les activités d'exploitation et les résultats financiers de la Société, tant à court terme qu'à long terme. Une deuxième vague d'infections à la COVID-19 pourrait forcer les gouvernements à annuler les plans de réouverture et à imposer des restrictions encore plus sévères.

**Principales informations financières consolidées**

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées au 3 mai 2020 et au 5 mai 2019 ont été tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et des notes annexes.

*(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)*

	<b>Périodes de 13 semaines closes</b>	
	<b>le 3 mai 2020 \$</b>	<b>le 5 mai 2019 \$</b>
<b>Données sur le résultat</b>		
Ventes	844 798	828 036
Coût des produits vendus	495 747	479 145
Profit brut	349 051	348 891
Frais généraux	137 738	122 123
Dotations aux amortissements	63 975	58 199
Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	(2 374)	-
Résultat d'exploitation	149 712	168 569
Coûts de financement	27 202	25 558
Résultat avant impôt	122 510	143 011
Impôt sur le résultat	36 431	39 499
Résultat net	86 079	103 512
Résultat net de base par action ordinaire	0,28 \$	0,33 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	0,28 \$	0,33 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation :		
De base	310 281	314 701
Après dilution	312 074	317 863
<b>Autres données</b>		
Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	2,0 %	9,5 %
Croissance des ventes des magasins comparables <sup>1)</sup>	0,7 %	5,8 %
Marge brute <sup>2)</sup>	41,3 %	42,1 %
Frais généraux en pourcentage des ventes <sup>2)</sup>	16,3 %	14,7 %
BAIIA <sup>3)</sup>	213 687	226 768
Marge d'exploitation <sup>2)</sup>	17,7 %	20,4 %
Dépenses d'investissement	47 998	30 680
Nombre de magasins <sup>4)</sup>	1 301	1 236
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) <sup>4)</sup>	10 276	10 247
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,044 \$	0,044 \$

(en milliers de dollars)

**Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat d'exploitation et du BAIIA :**

	Périodes de 13 semaines closes	
	le 3 mai 2020 \$	le 5 mai 2019 \$
Résultat d'exploitation	149 712	168 569
Ajouter la dotation aux amortissements	63 975	58 199
<b>BAIIA</b>	<b>213 687</b>	<b>226 768</b>
<i>Marge du BAIIA<sup>3)</sup></i>	25,3 %	27,4 %

**Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :**

BAIIA	213 687	226 768
Coûts de financement (déduction faite de l'amortissement des frais d'émission de titres de créance)	(19 990)	(16 040)
Comptabilisation de profits et de pertes sur la fixation du taux des obligations et sur les contrats à terme sur obligations	(95)	(95)
Impôt exigible	(37 632)	(33 919)
Rémunération fondée sur des actions	1 180	1 415
Profit à la cession d'actifs	(1 064)	(504)
Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	(2 374)	-
	153 712	177 625
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	30 820	(83 311)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net</b>	<b>184 532</b>	<b>94 314</b>

**Données tirées de l'état de la situation financière**

	Aux	
	3 mai 2020 \$	2 février 2020 \$
Trésorerie	522 644	90 464
Stocks	608 331	623 490
Total des actifs courants	1 214 344	764 497
Immobilisations corporelles	670 088	644 011
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 278 504	1 283 778
Total de l'actif	4 177 887	3 716 456
Total des passifs courants	1 175 980	1 092 484
Total des passifs non courants	2 991 573	2 716 168
Total de la dette <sup>5)</sup>	2 252 484	1 883 407
Dette nette <sup>6)</sup>	1 729 840	1 792 943
Capitaux propres (déficit)	10 334	(92 196)

(en milliers de dollars)

**Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :**

	Aux	
	3 mai 2020 \$	2 février 2020 \$
Billets non garantis de premier rang portant intérêt comme suit :		
Taux annuel fixe de 3,55 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 6 novembre 2023 (les « billets à taux fixe à 3,55 % »)	500 000	500 000
Taux annuel fixe de 2,203 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 10 novembre 2022 (les « billets à taux fixe à 2,203 % »)	250 000	250 000
Taux annuel fixe de 2,337 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 22 juillet 2021 (les « billets à taux fixe à 2,337 % » et, collectivement avec les billets à taux fixe à 3,55 % et les billets à taux fixe à 2,203 %, les « billets à taux fixe »)	525 000	525 000
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 27 points de base, payable trimestriellement, échéant le 1 <sup>er</sup> février 2021 (les « billets à taux variable de série 3 »)	300 000	300 000
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 59 points de base, payable trimestriellement, remboursés le 16 mars 2020 (les « billets à taux variable de série 2 » et, collectivement avec les billets à taux variable de série 3, les « billets à taux variable »)	-	300 000
Facilités de crédit renouvelables non garanties	277 500	-
Intérêt à payer sur les billets à taux variable et les billets à taux fixe (collectivement, les « billets non garantis de premier rang »)	14 513	8 407
<b>Total de la dette à long terme</b>	<b>1 867 013</b>	<b>1 883 407</b>
Billets de trésorerie américains émis dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis	385 471	-
<b>Total de la dette</b>	<b>2 252 484</b>	<b>1 883 407</b>

**Le tableau suivant présente un rapprochement du total de la dette et de la dette nette :**

Total de la dette	2 252 484	1 883 407
Trésorerie	(522 644)	(90 464)
<b>Dette nette<sup>6)</sup></b>	<b>1 729 840</b>	<b>1 792 943</b>

**Le tableau suivant présente un rapprochement du déficit et des résultats non distribués ajustés :**

Déficit	(501 690)	(574 110)
Prix payé excédant la valeur comptable des actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	3 707 976	3 707 976
<b>Résultats non distribués ajustés<sup>7)</sup></b>	<b>3 206 286</b>	<b>3 133 866</b>

Le déficit au 3 mai 2020 ne reflète pas une mauvaise performance opérationnelle ni une détérioration de celle-ci. Il découle du fait qu'une part importante de la contrepartie en trésorerie pour le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société est portée en diminution des résultats non distribués et que le cours du marché auquel les actions sont rachetées excède considérablement la valeur comptable de ces actions. Par conséquent, les capitaux propres de la Société aux fins comptables s'établissaient à 10,3 M\$ au 3 mai 2020. La direction estime que le rachat d'actions demeure une stratégie efficace pour créer de la valeur pour les actionnaires et constitue une utilisation appropriée des fonds de la Société.

- 1) La croissance des ventes des magasins comparables constitue une mesure de l'augmentation ou de la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois d'exercice complets par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, la croissance des ventes des magasins comparables ne tient pas compte des magasins temporairement fermés.
- 2) La marge brute correspond au profit brut divisé par les ventes. Les frais généraux en pourcentage des ventes correspondent aux frais généraux divisés par les ventes. La marge d'exploitation correspond au résultat d'exploitation divisé par les ventes.
- 3) Le BAIIA, une mesure hors PCGR, représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements. La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les ventes.
- 4) À la fin de la période.
- 5) Le total de la dette, une mesure hors PCGR, représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer au titre de la partie courante), des emprunts à court terme dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis et des autres dettes bancaires (le cas échéant).
- 6) La dette nette, une mesure hors PCGR, représente le total de la dette, moins la trésorerie.
- 7) Les résultats non distribués ajustés, une mesure hors PCGR, représentent le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 3 mai 2020 sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires.

## **Résultats d'exploitation**

### **Analyse des résultats du premier trimestre de l'exercice 2021**

Suit un aperçu de la performance financière de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2021 comparativement à celle du premier trimestre de l'exercice 2020.

#### *Ventes*

Après avoir commencé le premier trimestre de l'exercice 2021 en force, la Société a enregistré une hausse marquée de l'achalandage au début mars alors que les clients ont acheté des volumes de produits de consommation courante plus élevés qu'à l'habitude pour la même période. Un net recul de l'achalandage dans les magasins a ensuite suivi, attribuable aux mesures de plus en plus sévères imposées par les autorités en santé publique partout au Canada pour freiner la propagation de la COVID-19; les clients ont fait moins de visites en magasin mais ont dépensé davantage chaque fois. Vers la fin du premier trimestre, la situation avait commencé à se stabiliser, mais l'achalandage dans les magasins subissait toujours l'effet défavorable des mesures de distanciation physique en vigueur.

Les ventes du premier trimestre de l'exercice 2021 ont augmenté de 2,0 % pour s'établir à 844,8 M\$, alors qu'elles étaient de 828,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des ventes s'explique par la croissance du nombre total de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 236 magasins en date du 5 mai 2019 à 1 301 magasins en date du 3 mai 2020, et par la croissance modeste des ventes des magasins comparables pour les magasins ouverts, attribuable à la hausse des ventes de produits de consommation courante, notamment les produits ménagers et les produits de nettoyage, les produits d'hygiène et de santé de première nécessité et les produits alimentaires. Cette incidence favorable a été contrebalancée en partie par la baisse de l'achalandage dans les magasins, par la réduction de la demande visant certaines catégories de produits, comme les produits saisonniers, notamment les articles de Pâques et les articles de printemps-été, les articles de fête et les cartes de souhaits, et par la réduction des heures d'ouverture et les fermetures temporaires de magasins en raison de la pandémie de COVID-19.

Les ventes des magasins comparables, compte non tenu des magasins temporairement fermés, ont progressé de 0,7 % pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Cette croissance résulte d'une hausse de 22,6 % du montant moyen des transactions et d'une diminution de 17,9 % du nombre de transactions, les clients ayant diminué la fréquence de leurs visites en magasin mais acheté de plus grandes quantités d'articles chaque fois. Le faible achalandage dans les centres commerciaux qui sont restés ouverts au pays a freiné la croissance des ventes des magasins comparables pour le trimestre écoulé. Les ventes des magasins comparables, compte tenu des magasins temporairement fermés, ont diminué de 2,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En comparaison, une forte croissance des ventes des magasins comparables de 5,8 % avait été comptabilisée pour le trimestre correspondant de l'exercice 2020.

Les nouveaux magasins, qui ne font pas encore partie des magasins comparables, enregistrent des ventes annuelles d'environ 2,3 M\$ au cours de leurs deux premières années d'activité, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans.

Pour le trimestre, 71,8 % des ventes de la Société provenaient de produits vendus à un prix supérieur à 1,25 \$, comparativement à 69,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

### *Marge brute*

La marge brute s'est établie à 41,3 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2021, comparativement à 42,1 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2020. La diminution de la marge brute s'explique par le facteur d'échelle négatif découlant de la baisse des ventes par magasin, l'augmentation des ventes de produits de consommation courante à plus faible marge et les coûts directs supplémentaires attribuables aux mesures de lutte contre la COVID-19 mises en œuvre en deuxième moitié du trimestre, dont l'incidence s'est chiffrée à 10 points de base.

La marge brute comprend les ventes faites par la Société à Dollarcity, à titre de fournisseur direct, ce qui représente environ 1 % des ventes totales de la Société, ainsi qu'une marge bénéficiaire nominale. Par conséquent, ces ventes ont eu une incidence négligeable sur la marge brute globale du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

### *Frais généraux*

Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2021 ont augmenté de 12,8 % pour s'établir à 137,7 M\$, par rapport à 122,1 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020. Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2021 ont représenté 16,3 % des ventes, comparativement à 14,7 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2020. Cet écart de 1,6 % reflète essentiellement les coûts liés aux mesures de nettoyage et de désinfection supplémentaires prises pour protéger la santé et la sécurité des employés et des clients ainsi que les hausses de salaire temporaires, qui se chiffrent globalement à environ 14,0 M\$.

### *Dotation aux amortissements*

La dotation aux amortissements a augmenté de 5,8 M\$, passant de 58,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020 à 64,0 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'amortissement des nouveaux magasins, des actifs au titre des droits d'utilisation et de l'expansion du centre de distribution achevé au dernier trimestre de l'exercice 2020.

### *Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence*

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, la quote-part de 50,1 % revenant à la Société du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 mars 2020 s'est établie à 2,4 M\$. Les résultats de Dollarcity ont subi l'incidence des mesures strictes imposées par les gouvernements pour contrer la COVID-19 à compter de la mi-mars 2020 dans les trois pays où Dollarcity exerce ses activités. La participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la mise en équivalence.

### *Coûts de financement*

Les coûts de financement ont augmenté de 1,6 M\$, passant de 25,6 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020 à 27,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'accroissement des emprunts, la Société ayant pris la décision prudente d'effectuer des prélèvements sur ses facilités de crédit renouvelables engagées et ayant émis des billets aux termes de son programme de billets de trésorerie aux États-Unis récemment établi afin d'améliorer sa situation de trésorerie durant la pandémie de COVID-19.

### *Impôt sur le résultat*

L'impôt sur le résultat a diminué de 3,1 M\$, passant de 39,5 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020 à 36,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021, en raison du résultat imposable moins élevé. Le taux d'imposition prescrit par la loi pour le premier trimestre de l'exercice 2021 était de 26,7 %, contre 27,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice 2020. Le taux d'imposition effectif de la Société pour le premier trimestre des exercices 2021 et 2020 était, respectivement, de 29,7 % et de 27,6 %. Le taux d'imposition effectif plus élevé pour le premier trimestre de l'exercice 2021 est attribuable à la prise en compte de l'impôt à payer sur le profit lié à l'option d'achat suivant l'ajustement du prix d'acquisition estimatif de Dollarcity, en partie contrebalancé par l'incidence fiscale de la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, qui est calculée déduction faite de la charge d'impôt de Dollarcity.

*Résultat net*

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le résultat net a diminué pour s'établir à 86,1 M\$, soit 0,28 \$ par action ordinaire après dilution, contre 103,5 M\$, soit 0,33 \$ par action ordinaire après dilution, pour le premier trimestre de l'exercice 2020. Cette diminution du résultat net est essentiellement attribuable à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'achalandage dans les magasins, les ventes et les marges brutes, ainsi qu'aux frais généraux supplémentaires qui ont été engagés.

**Sommaire des résultats trimestriels consolidés**

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Exercice 2021	Exercice 2020			Exercice 2019			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
<b>Données tirées de l'état du résultat net</b>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	844 798	1 065 201	947 649	946 405	828 036	1 059 714	864 267	868 453
Résultat net	86 079	178 717	138 627	143 183	103 512	171 006	132 093	140 350
<b>Résultat net par action ordinaire</b>								
De base	0,28 \$	0,57 \$	0,44 \$	0,45 \$	0,33 \$	0,54 \$	0,41 \$	0,43 \$
Dilué	0,28 \$	0,57 \$	0,44 \$	0,45 \$	0,33 \$	0,53 \$	0,40 \$	0,42 \$

Dans le passé, nous avons enregistré notre chiffre d'affaires le plus faible au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisées en décembre. En général, le chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. La survenance de conditions météorologiques inhabituellement défavorables ou d'une éclosion, comme celle de la pandémie de COVID-19, qui perturberaient nos activités commerciales ou d'exploitation pendant une période de pointe comme la période des Fêtes ou d'autres fêtes importantes ou pendant une période prolongée pourrait avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage dans nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers. Les résultats du premier trimestre de l'exercice 2021 ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats pour les autres trimestres ou pour l'exercice complet.

**Situation de trésorerie et ressources en capital**

**Flux de trésorerie pour le premier trimestre de l'exercice 2021**

(en milliers de dollars)	Périodes de 13 semaines closes		Variation
	le 3 mai 2020	le 5 mai 2019	
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	184 532	94 314	90 218
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(47 892)	(30 329)	(17 563)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	295 540	(59 058)	354 598
Variation nette de la trésorerie	432 180	4 927	427 253

*Flux de trésorerie – Activités d'exploitation*

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 184,5 M\$, comparativement à 94,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020, en dépit de la baisse du résultat d'exploitation. Cette hausse est attribuable à l'utilisation moindre du fonds de roulement, en raison principalement du report des acomptes provisionnels et des remises des taxes de vente autorisé par les autorités fiscales canadiennes dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

*Flux de trésorerie – Activités d'investissement*

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 47,9 M\$, comparativement à 30,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020. Cette hausse de 17,6 M\$ reflète l'accroissement des dépenses d'investissement évolutives liées aux magasins, notamment l'achat de nouvelles caisses libre-service pour certains magasins très achalandés dans le réseau, le déploiement continu des caméras de surveillance et d'autres projets d'optimisation des magasins.

*Flux de trésorerie – Activités de financement*

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 295,5 M\$, comparativement à des sorties de trésorerie de 59,1 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020. Cette hausse s'explique principalement par l'accroissement des emprunts, la Société ayant pris la décision prudente d'effectuer des prélèvements sur ses facilités de crédit renouvelables engagées et ayant émis des billets aux termes de son programme de billets de trésorerie aux États-Unis récemment établi afin d'améliorer sa situation de trésorerie pour traverser la crise de la COVID-19. L'augmentation a été contrebalancée en partie par le remboursement des billets à taux variable de série 2.

***Dépenses d'investissement***

L'agrandissement du centre de distribution étant maintenant terminé, les dépenses d'investissement se rapportent principalement aux investissements dans les projets de technologies de l'information et dans les nouveaux magasins.

Les dépenses d'investissement ont augmenté de 17,3 M\$, passant de 30,7 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020 à 48,0 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Cette augmentation reflète l'accroissement des dépenses d'investissement évolutives liées aux magasins, notamment l'achat de nouvelles caisses libre-service pour certains magasins très achalandés dans le réseau, le déploiement continu des caméras de surveillance et d'autres projets d'optimisation des magasins.

***Ressources en capital***

La Société tire de ses activités d'exploitation des flux de trésorerie suffisants pour financer sa stratégie de croissance prévue au Canada et en Amérique latine, assurer le service de sa dette et verser des dividendes aux actionnaires. Au 3 mai 2020, la Société disposait d'une encaisse de 522,6 M\$ et d'un montant de 521,5 M\$ non tiré sur sa facilité de crédit (définie ci-après), dont une tranche de 385,0 M\$ était réservée pour garantir les montants en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

La capacité de la Société de payer le capital et les intérêts sur sa dette, de la refinancer, ou de générer des fonds suffisants pour financer les dépenses d'investissement et les placements prévus, dépendra de sa performance future, laquelle, dans une certaine mesure, sera tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire et d'autres facteurs qui sont indépendants de sa volonté.

La Société n'est pas admissible aux programmes de soutien créés par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Au Canada, la Société a versé les loyers à payer aux propriétaires, en totalité et en temps voulu, pour l'ensemble des magasins (y compris ceux qui sont temporairement fermés), les entrepôts et son siège social.



À moins de nouvelles circonstances extraordinaires découlant de la pandémie de COVID-19, compte tenu de la vigueur actuelle de son résultat, la direction croit que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation ainsi que l'encaisse et le crédit disponible aux termes de la facilité de crédit lui permettront de combler ses besoins en liquidités futurs aux fins de l'exploitation.

Les hypothèses de la Société concernant ses besoins en liquidités futurs pourraient se révéler inexactes, et les fonds auxquels les sources décrites aux présentes lui donnent accès pourraient ne pas être suffisants pour lui permettre d'assurer le service de sa dette et de pourvoir au règlement de toute charge imprévue.

*Billets non garantis de premier rang*

Les titres de créance à long terme en cours se composent des éléments suivants :	<b>3 mai 2020 \$</b>	<b>2 février 2020 \$</b>
Billets non garantis de premier rang portant intérêt comme suit :		
Taux annuel fixe de 3,55 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 6 novembre 2023 (les « billets à taux fixe à 3,55 % »)	500 000	500 000
Taux annuel fixe de 2,203 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 10 novembre 2022 (les « billets à taux fixe à 2,203 % »)	250 000	250 000
Taux annuel fixe de 2,337 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 22 juillet 2021 (les « billets à taux fixe à 2,337 % » et, collectivement avec les billets à taux fixe à 3,55 % et les billets à taux fixe à 2,203 %, les « billets à taux fixe »)	525 000	525 000
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 27 points de base, payable trimestriellement, échéant le 1 <sup>er</sup> février 2021 (les « billets à taux variable de série 3 »)	300 000	300 000
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 59 points de base, payable trimestriellement, remboursés le 16 mars 2020 (les « billets à taux variable de série 2 » et, collectivement avec les billets à taux variable de série 3, les « billets à taux variable »)	-	300 000
Facilités de crédit renouvelables non garanties	277 500	-
Moins les frais d'émission des titres de créance non amortis	(6 264)	(6 624)
Intérêt à payer sur les billets à taux variable et les billets à taux fixe (collectivement, les « billets non garantis de premier rang »)	14 513	8 407
	<u>1 860 749</u>	<u>1 876 783</u>
Partie courante (y compris les billets à taux variable de série 3 échéant le 1 <sup>er</sup> février 2021, les frais d'émission de titres de créance non amortis et l'intérêt à payer sur les billets non garantis de premier rang)	<u>(314 234)</u>	<u>(606 494)</u>
	<u>1 546 515</u>	<u>1 270 289</u>

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des billets non garantis de premier rang au 3 mai 2020 et au 2 février 2020.

	3 mai 2020		2 février 2020	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
<b>Billets à taux fixe</b>				
Billets à taux fixe à 3,55 %	505 522	530 050	500 874	523 480
Billets à taux fixe à 2,203 %	252 090	254 300	250 664	250 958
Billets à taux fixe à 2,337 %	527 854	531 032	524 686	527 678
<b>Billets à taux variable</b>				
Billets à taux variable de série 3	299 448	298 653	301 302	300 204
Billets à taux variable de série 2	-	-	300 754	300 156
	<u>1 584 914</u>	<u>1 614 035</u>	<u>1 878 280</u>	<u>1 902 476</u>

*Facilité de crédit*

Le 14 février 2020, la Société et les prêteurs ont conclu la troisième convention de crédit modifiée et mise à jour qui reflète les modifications qu'il a été convenu d'apporter à la deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour, notamment l'ajout d'une nouvelle facilité de crédit renouvelable, la facilité D, d'un montant de 300,0 M\$, disponible jusqu'au 12 février 2021, aux trois facilités existantes (les quatre facilités étant collectivement appelées la « facilité de crédit »). Cette facilité supplémentaire fait passer le total des engagements de 500,0 M\$ à 800,0 M\$ et sert de garantie de liquidités aux fins du remboursement des billets de trésorerie américains (définis ci-après) émis dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis (défini ci-après).

Le 13 mars 2020, la Société et les prêteurs ont conclu la première convention de modification de la troisième convention de crédit modifiée et mise à jour afin de proroger du 29 septembre 2021 au 29 septembre 2022 la date d'échéance de la facilité B de 200,0 M\$ et de la facilité C de 50,0 M\$. La facilité A de 250,0 M\$ est disponible jusqu'au 27 septembre 2024.

Aux termes de la troisième convention de crédit modifiée et mise à jour, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit, y compris les engagements existants, à 1,5 G\$.

La troisième convention de crédit modifiée et mise à jour oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement. La Société a la possibilité d'effectuer des emprunts en dollars canadiens et américains.

La facilité de crédit reste cautionnée par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). La troisième convention de crédit modifiée et mise à jour est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature de leurs activités et effectuer certaines opérations avec des sociétés du même groupe. La troisième convention de crédit modifiée et mise à jour limite également la capacité de la Société de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : procéder à des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 3 mai 2020, un montant de 277,5 M\$ avait été prélevé sur la facilité de crédit, en plus des lettres de crédit émises pour l'achat de stocks totalisant 1,0 M\$. Au 3 mai 2020, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

*Emprunts à court terme*

Le 18 février 2020, la Société a annoncé l'établissement d'un programme de billets de trésorerie aux États-Unis par voie de placement privé, s'appuyant sur les dispenses d'inscription et d'obligations relatives au prospectus en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables (le « programme de billets de trésorerie aux États-Unis »).

Aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis, la Société peut émettre, à l'occasion, des billets de trésorerie non garantis dont l'échéance est d'au plus 397 jours à compter de la date d'émission (les « billets de trésorerie américains »). Le montant en capital total des billets de trésorerie américains en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis ne peut en aucun temps dépasser 500,0 M\$ US. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour convertir en dollars canadiens le produit net tiré de l'émission des billets de trésorerie américains et affecte ce produit aux fins générales de l'entreprise.

Les billets de trésorerie américains sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société. Les billets de trésorerie américains sont cautionnés par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc., filiales entièrement détenues par la Société.

La valeur comptable des billets de trésorerie américains se rapprochait de leur juste valeur au 3 mai 2020, et leur juste valeur était établie au moyen de données d'entrée de niveau 2. Au 3 mai 2020, le montant des billets de trésorerie américains en cours se chiffrait à 274,0 M\$ US (385,5 M\$).

*Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements*

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 3 mai 2020. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme les passifs d'impôt découlant d'exigences réglementaires imposées par les gouvernements).

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>Moins de 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Dettes d'exploitation et charges à payer	231 410	-	-	-	231 410
Dividendes à verser	13 659	-	-	-	13 659
Obligations locatives <sup>1)</sup>	66 509	163 825	787 671	804 303	1 822 308
Remboursement de capital sur :					
les billets à taux fixe à 3,55 %	-	-	500 000	-	500 000
les billets à taux fixe à 2,203 %	-	-	250 000	-	250 000
les billets à taux fixe à 2,337 %	-	-	525 000	-	525 000
les billets à taux variable de série 3	-	300 000	-	-	300 000
les billets de trésorerie américains	385 471	-	-	-	385 471
la facilité de crédit	-	-	277 500	-	277 500
Versements d'intérêts sur :					
les billets à taux fixe à 3,55 %	8 875	8 875	53 250	-	71 000
les billets à taux fixe à 2,203 %	2 754	2 754	11 015	-	16 523
les billets à taux fixe à 2,337 %	6 135	6 135	6 135	-	18 405
la facilité de crédit et les billets à taux variable <sup>2)</sup>	1 985	5 303	18 168	-	25 456
	<u>716 798</u>	<u>486 892</u>	<u>2 428 739</u>	<u>804 303</u>	<u>4 436 732</u>

<sup>1)</sup> Représentent les loyers annuels de base et les autres montants payés aux propriétaires qui sont fixes ou qui varient en fonction d'un indice ou d'un taux.

<sup>2)</sup> D'après les taux d'intérêt en vigueur le 3 mai 2020.

Le tableau ci-dessous résume les arrangements non comptabilisés, les lettres de crédit ainsi que les engagements de la Société au 3 mai 2020.

(en milliers de dollars)

	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 1 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Lettres de crédit	1 033	-	-	-	1 033

Outre les lettres de crédit, la Société n'est assujettie à aucun autre arrangement ou engagement non comptabilisé.

#### *Instruments financiers*

La Société se sert d'instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture d'achats de marchandises prévus ou comme instruments de couverture des emprunts en dollars américains convertis en dollars canadiens dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport au dollar canadien, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont constatés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Par suite de l'établissement du programme de billets de trésorerie aux États-Unis, la Société a réévalué la nature des risques découlant des dérivés et la gestion de ces risques au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, et conclu qu'il n'y avait eu aucun changement significatif.

Pour une description des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 3 mai 2020 et aux notes 3 et 15 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice 2020.

#### **Transactions entre parties liées**

##### ***Baux immobiliers***

Au 3 mai 2020, la Société louait 19 magasins, cinq entrepôts, ainsi que son siège social auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy, aux termes de baux à long terme. Les paiements de loyers associés à ces baux conclus avec des parties liées sont évalués au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie selon les conditions du marché.

Au 3 mai 2020, le solde des obligations locatives à payer à des entités sous le contrôle de la famille Rossy s'élevait à 50,1 M\$ (52,4 M\$ au 2 février 2020).

Les frais de location facturés par des entités contrôlées par la famille Rossy et dont ne tiennent pas compte les obligations locatives ont totalisé 1,7 M\$ pour le premier trimestre clos le 3 mai 2020 (2,1 M\$ pour le premier trimestre clos le 5 mai 2019).

##### ***Dollarcity***

En 2013, Dollarama International, filiale entièrement détenue par la Société, a conclu une convention de licence et de services avec Dollarcity. Au 3 mai 2020, la créance à recevoir de Dollarcity pour les produits vendus, les actifs sous licence et les services fournis aux termes de la convention de licence et de services totalisait 17,0 M\$ US (23,9 M\$), et ce montant est garanti par une lettre de crédit jusqu'à concurrence de 10,0 M\$ US (14,1 M\$). Pour le premier trimestre clos le 3 mai 2020, les produits vendus à Dollarcity qui sont expédiés directement à partir des entrepôts de la Société se sont établis à 3,4 M\$ US (4,7 M\$).

Aux termes de la convention entre actionnaires datée du 14 août 2019, les actionnaires fondateurs de Dollarcity ont une option de vente selon laquelle ils peuvent exiger, dans certaines circonstances, que Dollarama International rachète les actions de Dollarcity qu'ils détiennent à la juste valeur de marché. Ce droit peut être exercé dans le cours normal des activités à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022, sous réserve de seuils relatifs à la taille de la transaction, de seuils d'actionnariats obligatoires et de périodes de blocage, entre autres conditions et restrictions. Ce droit pourrait aussi être exercé lorsque surviennent certains événements extraordinaires, notamment un changement de contrôle de la Société et la vente de Dollarcity.

### **Estimations et jugements comptables critiques**

Pour préparer les états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés à l'aide des estimations et des jugements comptables critiques décrits à la note 4 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2020.

### **Principales normes et interprétations**

#### **Réforme des taux d'intérêt de référence : Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7**

Le 3 février 2020, la Société a adopté la « Réforme des taux d'intérêt de référence : Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7 » (la « réforme »). Les modifications visent à permettre des dispenses temporaires de l'application des exigences particulières en matière de comptabilité de couverture pendant la période d'incertitude découlant de la réforme qui touche l'application des exigences en matière de comptabilité de couverture d'IFRS 9. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence puisque les couvertures établies par la Société ne sont pas assujetties à un taux d'intérêt de référence dont le remplacement est planifié.

### **Risques et incertitudes**

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société. Le conseil d'administration exige de la haute direction de la Société qu'elle détermine et gère de façon appropriée les principaux risques liés aux activités commerciales de la Société.

Les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation futurs de la Société sont décrits dans le rapport de gestion annuel et la notice annuelle de la Société pour l'exercice 2020 (disponibles sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés aux activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure juridique;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but d'atténuer ces risques de manière à réduire leur incidence financière. Elle souscrit également une garantie d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques et des informations sur ses concurrents, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

**Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 3 février 2020 et se terminant le 3 mai 2020 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

**Dividende**

Le 10 juin 2020, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,044 \$ par action ordinaire. Le dividende en trésorerie trimestriel de la Société sera versé le 7 août 2020 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juillet 2020. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Le versement de chaque dividende trimestriel demeure assujéti à la déclaration du dividende en question par le conseil d'administration. Le montant réel de chaque dividende trimestriel ainsi que les dates de déclaration, d'inscription et de versement demeurent à la discrétion du conseil d'administration.

**Offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de 2019-2020, la Société ayant choisi de préserver ses liquidités en raison de l'incertitude causée par la pandémie de COVID-19.

**Données sur les actions**

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé.

Au 8 juin 2020, 310 421 537 actions ordinaires étaient émises et en circulation. En outre, il y avait 4 893 200 options émises et en cours au 8 juin 2020, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 315 314 737 actions ordinaires émises et en circulation après dilution au 8 juin 2020.

**Autres informations**

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».